
LE POINT DU JOUR,

O U

RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille à
l'Assemblée Nationale.

N^o. C C I.

Du Dimanche 31 Janvier 1790.

APRÈS la lecture du procès-verbal par M. l'abbé Expilli, on s'est occupé de la division des départemens; objet important qui va être enfin terminé dans peu de jours.

M. Goffin, toujours soutenu par l'amour du bien public, a continué avec le même zèle les rapports des contestations élevées sur la formation de divers districts. Le département de la Brie & du Gatinois a été présenté le premier. Voici le décret que l'assemblée a rendu :

« L'assemblée nationale décrète, d'après l'avis du comité de constitution,

1^o. Que le département de la Brie & du Gatinois est divisé en cinq districts, dont les chefs-lieux seront Meaux, Melun, Provins, Nemours & Rosoy, sauf le tribunal de ce dernier district en faveur de Colommiers.

2^o. Que les cinq districts seront rendus les plus égaux qu'il sera possible; que leurs limites seront tous trois jours fixées à l'amiable par les députés du département à l'assemblée nationale, & en cas de difficulté provisoirement arbitrés par le comité de constitution.

3^o. Que la première session de l'assemblée de département se tiendra à Meulan, qu'il y sera décidé si les sessions suivantes continueront d'y avoir lieu, ou si elles seront tenues dans quelque autre ville du département. »

Tome VI.

V.

Un autre décret a fixé les limites entre les départemens de la Basse-Auvergne & celui du Bourbonnois. Le voici :

« L'assemblée nationale décrète, d'après l'avis du comité de constitution, que les limites entre le département de la Basse-Auvergne & celui du Bourbonnois, sont telles qu'il reste du côté de l'Auvergne les paroisses de Lachaux, Ris, Saint-Priest-Bramefan, Saint-Silvestre, Lezal, Denones, Saint-Genest, la Chapelle, Andelot, Saint-Quentin, Saint-Gal, Servant, Monrenis, Pérouse, Buffière, Ars & la Crouille, Virelet, Saint-Hilaire & Château-sur-Cher.

Et du côté du Bourbonnois, les paroisses de la Prugne, Ferrière, Mariol, Saint-Yorre, Auterive, Brughat, Biozat, Charmes, Soifat, Saint-Priest-d'Andelot, Ebrenille, Chouvigni, Badde, Echassière, Touroux, Colombiers, la Celle, Romiet, Marcellat, Saint-Farjol & Saint-Marcel. »

La division du département d'Angoumois a été présentée ensuite, & le décret suivant a été rendu.

« L'assemblée nationale décrète, d'après l'avis du comité de constitution,

« Que le département d'Angoumois, dont le chef-lieu, sera divisé en six districts, dont les chefs-lieux sont Angoulême, la Rochefoucaud, Confolons, Buffec, Cognac, & Barbezieux. »

Plusieurs députés du département d'Amiens ont réclamé au sujet d'une erreur qui s'étoit glissée dans le procès-verbal du mardi 26 ; ils demandoient qu'on insérât dans le décret qui les concernoit ces mots, *s'il y a lieu*, ce qui changoit en provisoire ce qui étoit définitif, d'après l'erreur du procès-verbal du mardi 26.

« L'assemblée nationale a décrété que le département d'Amiens seroit divisé en cinq districts, dont les chefs-lieux seront les villes d'Amiens, Abbeville, Doullens, Péronne & Montdidier, sauf, à l'égard de cette dernière ville, à partager avec celle de Roye les établissemens du district, s'il y a lieu. »

M. Gossin a rapporté ensuite la division du département du Barrois , & il a proposé un projet de décret.

Un député de Lille, de Verdun , a fait un amendement pour l'alternat des séances du département du Barrois avec cette ville.

Un député de Saint-Michel a proposé que l'option des établissemens réservés à la ville de Bar-le-Duc , fût supprimée.

M. Gossin ayant demandé la parole , a annoncé avec une sensibilité touchante qu'il alloit défendre sa patrie , & qu'il comptoit sur les bontés de l'assemblée ; il est entré ensuite dans des détails sur les conventions faites entre les députés ordinaires & extraordinaires de la ville de Verdun , qui n'avoit été admise dans le département de Barrois , que pour conserver son tracé ; il a développé sous tous les rapports les droits du Barrois à former un département séparé , par sa surface, sa population, ses contributions , & la consistance civile & politique de Bar-le-Duc.

L'assemblée, convaincue de la vérité de ces observations , a donné une marque de confiance à ce commissaire , en témoignant son impatience d'aller aux voix. L'avis du comité a été adopté , & M. Gossin a remercié l'assemblée de la justice qu'elle lui avoit rendue.

Le décret du Barrois a été rendu en ces termes :

« L'assemblée nationale décrète ,

1°. Que le département du Barrois sera divisé en huit districts , dont les chefs-lieux sont Bar , Goudrecourt , Vaucouleur , Commercy , St. Michel , Verdun , Clermont & Varennes , Stenay & Montmédy ; mais que ces districts pourront être réduits pour la prochaine législature à quatre ou cinq sur la demande de l'assemblée de département , si l'intérêt des administrés l'exige.

2°. Que la ville de Bar-le-Duc est le chef-lieu du département , dont l'assemblée néanmoins tiendra séance alternativement à Bar & à S. Michel pendant quatre ans de

suite, en commençant par Bar-le-Duc, qui, de plus, aura l'option entre les deux principaux établissemens politiques, auquel cas le second sera fixé à S. Michel, & l'alternat cessera d'avoir lieu.

3°. Dans le district de Goudrecourt les établissemens seront partagés entre Goudrecourt & Vaucouleurs, l'option réservée à Goudrecourt.

» Dans celui de Clermont ils seront partagés entre Clermont & Varennes; l'option réservée à Varennes.

» Dans celui de Stenay, ils seront partagés entre Stenay & Montmédi; l'option réservée à Stenay.

4°. La ville de Lignis sera libre de passer dans le district de Commercy, s'il est jugé par l'assemblée de département qu'elle puisse partager les avantages de quelques-uns de ses établissemens publics, sauf en ce cas l'indemnité du district de Bar-le-Duc, qui sera déterminée par l'assemblée de département.

5°. » Les limites convenues entre les députés du département du Barrois, & ceux des départemens voisins, subsisteront, sauf les échanges qu'ils pourroient mutuellement juger convenables. »

La division des départemens de la Bretagne a occupé ensuite l'assemblée. Un député a été entendu sur cet objet; mais M. Fermont l'ayant réfuté, l'assemblée a désiré d'aller aux voix, & l'avis du comité a été décrété en ces termes :

L'assemblée nationale décrète, d'après l'avis du comité de constitution,

1°. Que le département de Rennes est divisé en neuf districts, dont les chefs-lieux sont Rennes, Saint-Malo, Dol, Fougères, Vitre, la Guerche, Bain, Rhedon & Montfort;

2°. Que le département de Nantes est divisé en neuf districts, dont les chefs-lieux sont Nantes, Ancenis, Châteaubillant, Blain, Savenay, Clesson, Guérande, Paimbeuf & Machecou;

3°. Que le département de Vannes est divisé en neuf districts, dont les chefs-lieux sont Vannes, Auray, provisoirement Hennebont, le Favuet, Pontivy, Josselin, Ploermel, Rochefort & la Roche-Bernard ;

4°. Que le département déterminera, entre la ville d'Hennebont & l'Orient, laquelle des deux doit être définitivement chef-lieu de leurs districts ;

5°. Que le département de Saint-Brieux est divisé en neuf districts, dont les chefs-lieux sont Saint-Brieux, Dinan, Lamballe, Guinguan, Lamnon, Loudeac, Broons, Ponttrieux, Rosternen ;

6°. Que les paroisses de Saint-Enogat, Saint-Lunaire-de-Pontual, Saint-Briac & Pleurtruit, sur la rive occidentale de la Rance, appartiendront à Saint-Malo ;

7°. Que les paroisses de Pludihen, Saint-Solin, Cressaint, Saint-Helm, Lauvalay, Evrand, Saint-Judoce, Lequieu, Tresfumez, Guitté, Plouasne & Saint-André-des-Eaux, appartiendront à Dinan, sauf, en faveur des villes de ces quatre départemens, la distribution des établissemens qui seront déterminés par la constitution.

M. Anson avoit fait le 23 janvier un rapport du comité des finances sur la perception des impositions de 1790.

« La nouvelle division du royaume, disoit-il, cet ouvrage si imposant, dont le succès paroît assuré, dont les effets seront si décisifs pour l'affermissement de la constitution, dont le vaste tableau a suivi de si près l'ingénieuse esquisse ; cette nouvelle division pourroit, par quelques difficultés de détail, occasionner dans la perception des impositions directes, une interruption inquiétante, une stagnation dangereuse, si vous ne preniez d'avance pour y pourvoir, les précautions que la prudence paroît indiquer.

« Tout annonce que c'est l'année 1791 qui est destinée à recevoir les heureux essais de vos projets sur les impositions directes : les assemblées de département ne seront en activité que dans quelques mois ; lorsqu'elles commen-

ceront à exécuter vos réformes, ou à vous proposer les leurs, l'année 1790 s'avancera à grands pas ; elles auront à peine le temps de préparer & de rassembler les matériaux de leur nouvelle administration : ainsi, il paroît digne de votre sagesse d'ordonner que les revenus de l'année 1790 arriveront au trésor public par l'ancienne route ; c'est même en suivant cette marche que vous pourrez réserver l'année 1791, entièrement intacte & digne de recevoir sans embarras un régime absolument neuf & constitutionnel.

» Il résulte de ces réflexions que la perception de 1790 doit être maintenue dans ses anciennes formes, afin d'éviter toute secousse dangereuse, toute interruption au milieu d'un exercice, & enfin toute lacune dans les recettes.

« Ne perdez point de vue , Messieurs, qu'il ne s'agit que des impositions directes, & que ceci n'a aucun rapport aux droits, aux impôts indirects dont vous pouvez avoir le dessein d'accélérer la conversion en impôt moins onéreux.

» L'ancienne perception des impositions directes, des vingtièmes, de la capitation & autres de cette nature, s'éloigne beaucoup moins que toute autre des principes de notre constitution. Les réformes en cette partie seront plus faciles après l'organisation totale & effective du royaume ; elles seront même moins apparentes pour ainsi dire ; car enfin il faudra toujours un préposé quelconque dans chaque municipalité, qui représentera l'ancien collecteur ; il faudra des receveurs de districts ou de départemens ; & l'ancien régime offre en ce moment, auprès de quelques abus, des établissemens très-supportables, sur-tout lorsqu'il ne s'agit que d'une prorogation de si courte durée, lorsque les circonstances exigent de ne point s'en priver trop brusquement.

» Et d'abord il n'est point question de perpétuer les

anciens collecteurs des communautés dans leurs perceptions ; aucun inconvénient que les nouvelles municipalités se choisissent d'autres préposés dès le moment de leur organisation ; si elles le jugent à propos, il ne s'agit que des receveurs auxquels ils verseront.

» Les receveurs particuliers ne perçoivent point du contribuable lui-même ; ils ne reçoivent que du préposé, nommé par la communauté ; ainsi il y a peu d'inconvéniens à redouter vis-à-vis des contribuables. Il est même aisé de démontrer, que l'obligation que votre comité vous propose d'imposer aux anciens receveurs, de se charger de l'exercice de 1790, est plutôt une opération de prudence, une chose utile pour la tranquillité générale, qu'elle ne sera agréable ni profitable aux anciens receveurs dans les circonstances présentes. Il va leur arriver d'avoir à faire à plusieurs districts, & quelquefois même à plusieurs départemens, dans la nouvelle division du royaume. Cette multiplicité de correspondances & d'autorités jette quelques embarras dans leurs fonctions, mais ils sont provisoirement préférables à ceux qui naîtroient d'un autre arrangement. Il vaut mieux que ces receveurs éprouvent quelques difficultés ; elles ne seront pas insurmontables ; elles le seroient peut-être en prenant un parti différent.

» En effet, supposons pour un moment que les anciens receveurs cessassent leurs fonctions, lorsqu'un district ou même un département sera formé. A qui les préposés à la perception dans les municipalités remettront-ils les deniers publics dans ce premier moment ? Comment les administrateurs du nouveau département connoîtront-ils en aussi peu de temps le montant & la masse d'impositions du département pour en suivre la marche ? Comment même le directoire du district s'y reconnoîtra-t-il en débutant, lorsque, comme il arrivera souvent, l'ancien arrondissement appartiendra à plusieurs des nouveaux districts ?

Les établissemens les plus simples marchent seulement en commençant ; à plus forte raison les petits obstacles de détail occasionneront dans la nouvelle division des incertitudes ; & au milieu de ces embarras , peu effrayans sans doute , mais inévitables , le versement au trésor public , qui , dans les conjonctures actuelles , ne peut se faire avec trop d'exactitude , seroit nécessairement arrêté dans des canaux dont la continuité ne seroit pas encore assurée.

» Rémarquez , Messieurs , que l'année des impositions commence au premier octobre ; qu'il faudra donc s'occuper dès le mois d'août ou de septembre au plus tard , dans les différens départemens , des réformes qu'il y aura lieu de faire au plus tard aussi à cette époque , & que par conséquent il sera prudent de ne les opérer que pour 1791 , sur-tout en matière d'impositions ordinaires.

» Un avantage de l'ancien régime consistoit en ce que les receveurs faisoient des avances quand cela étoit nécessaire , sauf à en être dédommagé sur les mois suivans ; mais pourra-t-on espérer les efforts d'officiers qui verroient leur suppression si prochaine ? Je puis vous attester que dans le cours de l'année dernière , les efforts des receveurs , soit généraux , soit particuliers , ont été dignes d'éloges ; mais les forces s'épuisent plutôt que le courage.

» C'est avec l'intime persuasion que partage votre comité , de maintenir l'ancienne perception en 1790 , que j'ai l'honneur de vous proposer en son nom le décret suivant :

M. Anson ayant fait lecture de ce projet de décret , la discussion a été ouverte , & M. Duport a dit , « que rien n'étoit plus utile & plus instant que d'abolir le régime vicieux des anticipations , source de tous les abus en finance ; au moins à commencer du premier janvier 1791 ; que le comité de finances devoit bientôt s'occuper des moyens de parer au déficit que cause l'impossibilité de renouveler les anticipations ; qu'il étoit presque impossible que le nouveau

système d'impositions qui devoit succéder à celui qui-existe commençât avant le premier janvier 1791 ; que l'on pouvoit supprimer dès-à-présent les receveurs généraux , & faire compter les receveurs particuliers, directement au trésor royal ; mais que s'il y avoit de l'inconvénient à changer , dans ce moment , trop brusquement les formes de l'imposition directe , il falloit au moins prendre des précautions pour empêcher, d'un côté , les vexations en faisant viser les contraintes , & de l'autre , veüer à ce que toutes les opérations des receveurs fussent connues & contrôlées ; que cela étoit nécessaire pour exciter le zèle des receveurs généraux , soutenir la perception & donner aux assemblées de district & de départemens les connoissances nécessaires aux fonctions dont elles vont être chargées. »

M. Bouche proposoit d'ajouter , » que le présent décret ne changeroit en rien le mode de perception établi dans les pays d'états , où les préposés des municipalités verseront , comme auparavant , dans les caisses des receveurs des districts anciens , ceux-ci dans les caisses des trésoriers provinciaux , dit trésoriers des états , lesquels continueront de verser directement dans le trésor public. »

M. Reubell ne vouloit pas que les impôts passassent par tous les canaux qui les absorbent , comme en Alsace , où les frais des versements fictifs coûtent deux cents mille livres à la province ; il proposoit en conséquence un amendement appuyé par tous les députés de l'Alsace , portant , « que les députés de cette province feront parvenir l'impôt de 1790 au trésor public par telle voie directe qui sera concertée entre eux & le pouvoir exécutif. »

M. Salles combattoit le projet du comité , & cherchoit à prouver qu'il ne pouvoit être admis.

Il a parlé avec force contre les financiers & contre les projets sinistres qu'ils pourroient exécuter , s'ils parvenaient à faire disparaître tout le numéraire. Il a conclu à ce qu'il n'y eût lieu à délibérer.

« Je respecte les intentions du préopinant, a dit M. Anson ; j'admire son zèle, mais il nous a écarté de la question.

« L'affaire actuelle est une affaire d'ordre & d'habitude pour la perception des droits ; les frayeurs du préopinant ne doivent pas vous alarmer. La finance ne peut vous nuire, elle est anéantie par la constitution. »

M. Robespierre disoit, « qu'attendu que le système de la recette actuelle doit subsister jusqu'à ce qu'il ait été expressément révoqué, l'assemblée nationale devoit déclarer qu'il n'y a lieu à délibérer sur la proposition d'ordonner, qu'il sera conservé pendant toute l'année 1790 ».

M. Bouchotte a fait un amendement ; M. Dallardes en a proposé un autre qui a été adopté par l'assemblée ; on le retrouvera dans les deux & trois articles du décret.

M. le Coultreux a dit que les financiers ne sont pas dangereux dans une révolution que l'assemblée opère avec tant de courage.

« On vous a parlé de la caisse d'escompte, a-t-il ajouté ; il est certain que le numéraire manque ; votre décret en a fixé la circulation dans les provinces où il y a stagnation dans les impositions directes & indirectes, elles manquent de numéraire & n'envoyent rien. L'industrie de Paris est diminuée ; l'économie la plus sévère s'y porte sur tous les objets ; les grands propriétaires reçoivent moins de leurs terres, & d'autres sont absens ; mais à cela il y a un remède, c'est de ne pas accroître la méfiance sur ceux qui coopèrent à l'administration.

Quant à la caisse d'escompte, les mêmes terreurs ont été portées à l'assemblée des représentans de la commune de Paris ; des commissaires ont eu des séances avec les actionnaires & les députés du commerce. Ils ont été tranquillisés sur le sort de la caisse. Il est possible que ceux qui font de l'argent un trafic honteux se soient établis auprès d'elle. Je vous prie de nommer des commissaires pour voir ses opérations, & qu'elles soient mises sous la sauvegarde de votre vigilance.

On a lu le projet du comité & les amendemens. Ceux de M. Dallardes & de M. Duport ont été mis aux voix & adoptés.

Le projet du comité & les deux amendemens ont été ensuite décrétés en ces termes :

» L'assemblée nationale considérant qu'après avoir prescrit par son décret du 26 septembre dernier , & par ses décrets subséquens , la forme de répartition des impositions ordinaires & directes de l'année 1790 , il est indispensable d'en assurer également la perception ; que la forme de cette perception , pour l'exercice entier de 1790 , se trouve nécessairement déterminée par les anticipations aux époques de leur échéance , & d'empêcher qu'aucune anticipation nouvelle n'entame les revenus de 1791 ; qu'il est par conséquent utile de bien distinguer l'exercice de 1790 de celui de 1791 , dont les futures assemblées de département ne peuvent , avec trop de maturité & de précaution , régler la perception par des principes simples & des formes économiques , & qu'il est convenable d'indiquer dès-à-présent cette distinction des deux exercices aux municipalités qui vont être établies , afin que les recouvremens n'éprouvent aucune interruption , a décrété & décrète ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

« Les préposés aux recouvremens des impositions ordinaires & directes, dans les différentes municipalités du royaume , seront tenus de verser entre les mains des receveurs ordinaires de l'ancienne division des provinces , chargés , dans les années précédentes , de la perception de ces impositions , le montant entier desdites impositions de l'exercice de 1790 , & des exercices antérieurs , dans la forme & dans les termes précédemment prescrits par les anciens réglemens ; & , attendu que les contribuables seront soulagés dans l'année présente par la contribution des ci-devant privilégiés , qui tourne à leur décharge les trésoriers ou receveurs généraux , entre les mains desquels lesdits

receveurs ordinaires verseront le montant de leurs recettés, seront tenus de faire, de leur côté, toutes diligences pour que les impositions de l'année 1790, & des années antérieures, soient acquittées entièrement dans les six premiers mois de 1791 au plus tard. »

A R T. I I.

« Les contraintes ne pourront être décernées que sur le *visa* des directoires des districts lorsqu'ils seront établis. »

A R T. I I I.

« Tous les receveurs particuliers seront tenus d'envoyer, mois par mois, l'état de leur recette, & de ce qui reste dû, au directoire des districts & de leur arrondissement, lesquels seront tenus de les envoyer au plus tôt au directoire de département. »

A R T. I V.

« Lesdits trésoriers ou receveurs généraux ne pourront faire compensation des fonds de leur recette avec ceux de leurs finances. »

A R T. V.

« Ils remettront, à cette époque, aux administrateurs des différens départemens, un état au vrai de la situation des recouvrements. Quant aux comptes définitifs, tant de l'exercice de 1790, que des années antérieures, ils seront présentés par eux à la vérification, dans le courant de l'année 1792, au plus tard, devant qui & ainsi qu'il sera ordonné par l'assemblée nationale. »

On souscrit, à Paris, chez C U S S A C, Libraire, au Palais-Royal. N^o. 7 & 8, & chez les principaux libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement, de 30 numéros, est de 6 livres pour Paris, & de 7 liv. 10 sous franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent; sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.